

Ensemble, faisons du 8 octobre 2015 une puissante journée de mobilisation et de manifestations !

Répondant aux demandes des organisations patronales et plus particulièrement du Medef, des actionnaires et des marchés financiers, le Gouvernement multiplie les attaques contre le monde du travail. Ses mesures dans les branches professionnelles du commerce le montre et c'est pourquoi nous sommes pleinement solidaires et partie prenante des luttes des salariés concernés.

Ainsi, les prochaines lois de finances et de financement de la Sécurité sociale organiseront une nouvelle baisse massive de la dépense publique.

Cœurs de cible des politiques d'austérité, les politiques publiques et les services publics de l'Etat, des collectivités territoriales et de la santé font l'objet d'attaques sans précédent.

La revue des missions et la réforme territoriale ont pour objectif d'abandonner ou de privatiser toute une série de missions de service public, au détriment du service rendu aux usagers, de ramener à la portion congrue les services publics de proximité implantés sur le territoire national. A l'évidence, certains veulent aussi en finir avec le Statut général des fonctionnaires.

Dans le même temps, les pouvoirs publics poursuivent les attaques contre les droits et les garanties collectives du monde du travail.

Dans le prolongement des lois sur la compétitivité, des lois Macron et Rebsamen, le Gouvernement entend ainsi s'attaquer au Code du travail avec de nouvelles attaques contre le contrat de travail, les modalités d'organisation et de réduction du temps de travail, les salaires et le SMIC.

Il s'agirait aussi de créer les conditions d'une insécurité sociale généralisée en amplifiant la remise en cause de la hiérarchie des normes c'est-à-dire la primauté de la loi, du Code du travail imposant que les accords de branche et les accords d'entreprise soient plus favorables aux salariés.

Alors que le chômage est de plus en plus massif, qu'explorent les inégalités, la précarité et l'exclusion sociale, que le droit au logement est refusé à des dizaines de milliers de familles, que l'insuffisance des salaires, des minimas sociaux, des pensions est de plus en plus criante, il nous faut imposer d'autres choix.

Pour mettre fin aux politiques d'austérité, augmenter les rémunérations, créer des emplois, réduire le temps de travail, défendre et améliorer le Code du travail, reconquérir la protection sociale, développer les investissements en assurant la nécessaire transition écologique, développer les services publics, les salariés, les privés d'emploi, les retraités sont appelés à manifester le 8 octobre 2015 par les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, l'UNEF et la FIDL.

Le Collectif 3 appelle les salariés, les privés d'emploi, les retraités, à faire du 8 octobre 2015 une puissante journée de mobilisation et de manifestations.

Paris, le 21 septembre 2015